

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 10 mars 2026

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 26 - 107

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MASSON ET FILS

Hameau de THUISY

Lieu-dit « La Belle Epine »

10190 ESTISSAC

Code AIOT : 0005702746

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 février 2026 dans l'établissement MASSON ET FILS implanté Hameau de THUISY, Lieu-dit « La Belle Epine » - 10190 ESTISSAC. L'inspection a été annoncée le 30 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société MASSON et fils, visée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse de substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime Autorisation, a réalisé les trois campagnes de mesures. Les résultats obtenus montrent une détection de PFAS sur le rejet aqueux (eaux pluviales). Aussi l'inspection des installations a procédé à une visite d'inspection le 11 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSON ET FILS
- Hameau de Thuisy – Lieu-dit « La Belle Epine » - 10190 ESTISSAC
- Code AIOT : 0005702746
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MASSON et Fils est une entreprise familiale pour l'exploitation et traitement de déchets issus du BTP. Elle est autorisée à exploiter plusieurs installations : une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de CHENNEGY, au lieu-dit « le Vaugeley », une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune d'ESTISSAC.

Concernant le présent site, la société MASSON dispose d'un arrêté municipal du 19 juin 1997 pour l'exploitation d'une zone de stockage de transit de classe III (terres, cailloux, gravats, béton, tuiles, céramiques...) sur le territoire de la commune de THUISY, au lieu-dit « La Belle Epine ». A noter que cet arrêté municipal, délivré au nom de Monsieur Thierry MASSON, n'a pas été transféré au bénéfice de la société MASSON et Fils exploitant des parcelles concernées par cet arrêté.

Cette installation, exploitée de ce fait illégalement, a fait l'objet de différentes mises en demeure, entre 2019 et 2021, pour stockage de matériaux dangereux non autorisés, tels que véhicules hors d'usage, transit d'amiante, bidons et fûts ayant contenus des produits dangereux. Ces activités relevant, notamment, du régime de l'autorisation et de l'enregistrement, l'exploitant devait régulariser sa situation administrative par le dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter ce type d'installation.

A ce jour, l'exploitant n'a fait aucune demande d'autorisation. L'installation ne semble plus être utilisée comme activité de stockage de matériaux dangereux mais comme une zone de tri, transit de matériaux inertes issus du BTP. L'exploitant précise qu'elle est actuellement peu utilisée.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1 et L.511-2	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques soumises à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Campagne d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 partiel et 4-II-1er alinéa	Sans objet
3	Accréditation	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-I partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments constatés lors de la visite et de l'historique des activités sur le site, il n'apparaît pas nécessaire, à ce stade, de poursuivre des investigations pour la recherche de substances PFAS sur le site de LA BELLE EPINE. En effet, les activités constatées le jour de la visite ne sont pas sujettes à générer des PFAS.

Cependant, il est constaté une exploitation irrégulière de l'installation. Aussi, l'exploitant doit définir, sous un mois, ses besoins afin de déterminer l'avenir de cette installation et de procéder, sous un délai de six mois, à sa régularisation administrative. Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet d'encadrer cette régularisation par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques soumises à l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Soumission ou non à l'arrêté ministériel
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.
Constats : Les activités de l'installation MASSON, étant susceptibles de relever des rubriques 2760 et/ou 2791 de la nomenclature des ICPE, sont par conséquent, visées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Campagne d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 partiel et 4-II-1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, campagne d'analyse
Prescription contrôlée : Article 3 L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

Art.4-II-1er alinéa :

L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Constats :

Actuellement, l'installation ne présente pas d'effluent de process. Elle consiste en une zone de stockage de matériaux issus du BTP, pour tri et transit, stockés à même le sol. Le site est exempté de réseaux de collecte d'effluents et de canalisations.

A noter que la zone de stockage est entouré de plans d'eau.

L'exploitant a réalisé les 3 campagnes de mesures en mai, août et septembre 2025. Les prélèvements réalisés ne sont pas des prélèvements 24h mais ponctuels et ont été réalisés par le laboratoire AQUANALYSE qui a ensuite sous-traité les analyses au laboratoire AGROLAB.

Il est constaté lors de la visite que les campagne de mesures ont été réalisées sur les eaux de ruissellement de la zone de stockage de matériaux du BTP en transit.

Les matériaux susmentionnés sont stockés sur une zone perméable ; les eaux de pluie s'infiltrent ou ruissellent selon les endroits. L'exploitant précise que le laboratoire a réalisé les prélèvements directement dans une flaque d'eau de pluie.

Les résultats obtenus lors des campagnes sont les suivants :

	15 mai 2025	12 août 2025	3 septembre 2025
AOF	2,1 µg/l	< 2 µg/l	< 2 µg/l
PFHxS	-	0,027 µg/l	-
PFOS	-	0,11 µg/l	0,34 µg/l
Total PFAS	-	0,137 µg/l	0,34 µg/l

Il est constaté que les valeurs détectées présentent de faibles concentrations.

Au regard des résultats et éléments constatés sur site, il n'apparaît pas nécessaire de poursuivre les investigations pour la recherche de PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accréditation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-I partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation organismes et laboratoire
Prescription contrôlée : Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2o de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3o de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements et analyses ont été réalisés par des organismes agréés ou accrédités pour ces analyses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1 et L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <u>L.511-1</u> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier. <u>L.511-2</u> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

Constats :

Le jour de la visite, il a été constaté sur le site, la présence de matériaux inertes issus du BTP, certains en attente de traitement (concassage), tels que des gravats, pierres, cailloux ainsi que du matériel de chantier.

L'exploitant confirme que l'installation était auparavant utilisée pour du transit de certains déchets non inertes. A ce jour, ce type de pratique n'est plus réalisée sur ce site qui est ponctuellement utilisé pour le tri et transit de matériaux inertes.

L'exploitant indique que l'avenir de ce site n'est pas encore déterminé. Les activités envisagées seraient soit une exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes, soit une installation de stockage, regroupement, tri et transit de matériaux inertes, associés à une activité de concassage, criblage.

En conséquence, il convient que l'exploitant détermine ses besoins et l'activité qu'il souhaite mettre en place sur ce site afin qu'il dépose un dossier de régularisation adapté et en vigueur pour l'exploitation de cette installation. Il convient également que l'exploitant analyse les incidences des activités antérieures exercées sur ce site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit définir, sous un délai d'un mois, ses besoins et se positionne sur l'avenir de son installation.

L'exploitant engage les démarches nécessaires afin de régulariser sa situation administrative pour l'exploitation de ce site.

Dans le cas où aucune activité n'est poursuivie sur le site, l'exploitant doit réaliser une cessation d'activité conformément à l'article R.512-39-1 et suivant du code de l'environnement.

Cette régularisation est réalisée sous un délai de 6 mois.

A ce titre, il est proposé, à Monsieur le Préfet, d'encadrer cette régularisation administrative par une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier****Proposition de délais : 6 mois**